

Sauver les lycées professionnels à l'occasion de la venue à Toulouse de Mme Carole Grandjean !

La ministre déléguée Carole Grandjean, en charge de l'Enseignement et de la Formation professionnelle auprès du Ministre du Travail O. Dussopt, sera en visite à Toulouse, ce vendredi 21/04/23, au lycée Hôtelier de Toulouse à partir de 11h (Rue Jules Lemire).

Le SNES-FSU, avec l'intersyndicale Education académique (SNUEP-FSU, CGT Educ'Action, Sud Education, SE-UNSA, FNEC-FP-FO, SNETAA-FO, SNALC), a prévu un accueil revendicatif de la ministre, qui vient promouvoir une réforme du Lycée Professionnel dont le Président de la République, E. Macron a annoncé ce lundi qu'elle ferait l'objet d'une nouvelle loi dans le cadre des « 100 jours ».

Avec l'Intersyndicale Education, engagée depuis des mois, le SNES-FSU s'oppose à la mise en place de cette réforme, la seconde en à peine 4 ans, des Lycées Professionnels, et qui vise à :

- réduire la part des apprentissages généraux dans la formation professionnelle des élèves par l'augmentation du volume des stages ;
- promouvoir et développer l'apprentissage dès 16 ans ;
- ouvrir de fait à ces formations à la concurrence des structures privées de la formation professionnelle initiale (CFA, Ecoles consulaires, etc).

Une telle éducation qui serait largement placée aux mains des seuls employeurs, et réduite à des apprentissages et répétitions de gestes professionnels met en péril la capacité des élèves à des évolutions professionnelles ultérieures choisies.

La volonté d'adaptation immédiate au marché local de l'emploi sur lequel elle repose représente un risque d'assignement à résidence géographique et sociale d'une large partie de la jeunesse, majoritairement issue de milieux sociaux les plus défavorisés.

Elle tourne pour nous le dos à l'ambition d'une éducation réellement émancipatrice telle que la portent au quotidien les collègues exerçant dans les Lycées Professionnels dans l'exercice de leurs missions, et dessine également pour elles et eux la menace de fermeture d'établissements comme à Paris ou dans la région Grand Est, et menacent leurs emplois.